

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/442

**CONTRAT DE PARTENARIAT
FINANCIER POUR LA
PRESTATION D'ETUDE ET
D'ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE POUR
L'ELABORATION DU SCHEMA
DIRECTEUR DE L'AXE MER -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/442

BUREAU DU 18 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : CONTRAT DE PARTENARIAT FINANCIER POUR LA
PRESTATION D'ETUDE ET D'ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE POUR L'ELABORATION DU SCHEMA
DIRECTEUR DE L'AXE MER - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code des Transports et notamment ses articles L5312-12, D. 5312-40 et D5312-60-1 et suivants,

VU le décret n°2017-953 du 10 mai 2017 relatif à la création du Conseil de coordination interportuaire et logistique Méditerranée Rhône Saône,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2022-600 du 21 avril 2022 modifiant les dispositions du Code des Transports relatifs au Conseil de coordination interportuaire et logistique Méditerranée Rhône Saône,

VU le courrier du Ministère chargé des Transports daté du 22 avril 2022 demandant la désignation d'un représentant de l'autorité portuaire des ports de Toulon-Provence-Méditerranée,

VU le dernier Conseil de Coordination Interportuaire et Logistique (CCIL) de l'Axe Méditerranée Rhône Saône MeRS qui s'est tenu le 24 mai 2023 qui a présenté le projet du schéma directeur de l'axe et sa prévision de financement,

VU l'avis de la Commission Mobilités / Ports en date du 12 septembre 2023,

CONSIDERANT que depuis le 1^{er} janvier 2017, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est devenue, du fait du transfert des ports, autorité portuaire sur son territoire,

CONSIDERANT que lors du dernier Conseil de Coordination Interportuaire et Logistique (CCIL), la participation du Port de Toulon a été évaluée à 5 % du coût total, soit un maximum 12 616 € dans le cas où le projet obtient la subvention du FEDER prévue de 30%, réévaluée à hauteur 18 109 € dans le cas où le projet n'obtiendrait pas de subvention du FEDER.

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer le contrat de partenariat financier pour la prestation d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour élaborer le schéma directeur de l'axe mer.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits seront prévus pour une enveloppe maximum de 18 109 € sur le Budget annexe Port de commerce de Toulon sur l'année 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONTRAT DE PARTENARIAT FINANCIER POUR LA PRESTATION D'ETUDE ET D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR ELABORER LE SCHEMA DIRECTEUR DE L'AXE MERS

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, autorité portuaire du Port de Toulon/ La Seyne / Brégaillon, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, identifié sous le numéro SIREN 24830054300373 et représentée par **son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre Giran**, agissant en vertu du Conseil Métropolitain 23/05/078 du 4 mai 2023

Ci-après dénommée « **Le Port de Toulon** »

D'une part,

ET

Le Grand Port Maritime de Marseille, établissement public de l'Etat, ayant son siège social situé 23 place de la Joliette – CS 81965 – 13002 Marseille, institué par le Décret N°2008-1033 du 9 octobre 2008, identifié sous le numéro SIREN 775 558 489 et représentée par **le président du Directoire du Grand Port Maritime de Marseille, Monsieur Hervé MARTEL**, dûment habilité aux fins des présentes par décision du Directoire en date du 07/06/2023 et par la délibération du Conseil de surveillance du 16/06/2023.

Ci-après dénommé le « **Partenaire** »

D'autre part,

Le Port de Toulon et le Partenaire, sont ci-après collectivement dénommés les « **Parties** » ou individuellement une « **Partie** ».

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est l'Autorité Portuaire pour l'ancien port d'intérêt national de Toulon - La Seyne/Brégaillon depuis le 1er janvier 2017.

La Métropole, en reprenant la compétence portuaire transférée auparavant au Syndicat Mixte Ports Toulon Provence, est devenue également autorité concédante pour les concessions portuaires attribuées par l'État avant la décentralisation. La concession d'outillage public et de terre-pleins au port de Toulon et ses annexes a été confiée à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var par un arrêté du Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme en date du 24 janvier 1956. Cette concession viendra à son terme le 31 décembre 2025.

Le port de Toulon est le principal port de desserte vers la Corse et il accueille environ 1000 à 1200 escales de ferries par an sur le terminal Toulon Côte d'Azur. L'activité fret est concentrée sur la

Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon à La Seyne-sur-Mer. L'activité croisière quant à elle se partage entre Toulon et La Seyne (Mole d'Armement).

L'axe Méditerranée-Rhône-Saône (MeRS) est un corridor stratégique tant d'un point de vue socio-économique que géographique. Il relie, à travers son tronc principal et ses branches connexes, grâce aux voies navigables intérieures et à ses infrastructures ferroviaires et routières : le front maritime, les zones urbaines et des zones d'activités économiques et industrielles majeures.

Ce corridor englobe des secteurs très variés qui possèdent chacun leurs atouts, une densité démographique importante maillée par plusieurs pôles urbains, et une production industrielle conséquente, fortement appuyée sur les énergies fossiles et des territoires à production agricole importante (céréales, élevage, ...).

Le renforcement de la coordination et de la gouvernance de l'axe Méditerranée-Rhône-Saône pour construire un « gateway » soutenant la position de puissance maritime commerciale de la France est au cœur de l'ambition du Président de la République, telle que rappelée dans le cadre du plan « Marseille en grand » annoncé le 2 septembre 2021. L'objectif in fine est de construire un ensemble fluvio-maritime rassemblant l'ensemble des ports maritimes et fluviaux de l'axe et de développer l'économie de leur hinterland naturel constitué le long des fleuves et des dessertes ferroviaires.

Le Conseil de coordination interportuaire et logistique (CCIL) de l'axe Méditerranée-Rhône-Saône (MeRS) a été créé par décret du 10 mai 2017. Il s'agit d'une instance de concertation et de décision à l'échelle du corridor réunissant tous les acteurs institutionnels et socio-économiques (dont Le Port de Toulon et GPMM), présidée par la Préfecture de Bassin.

Parmi les actions prioritaires à mener, la feuille de route du CCIL prévoit l'élaboration d'un schéma directeur concerté qui fera office de document de coordination de l'axe au sens de l'article L5312-12 Code des Transports.

Le CCIL a confié le pilotage de cette action au GPMM en lien étroit avec CNR, VNF, le Port de Toulon, le Port de Sète et SNCF Réseau.

Le schéma directeur a pour objectifs d'identifier de façon concertée avec tous les acteurs les opportunités foncières, de définir les besoins (foncier, desserte, énergie), de s'accorder sur les politiques d'investissement et de développement de l'axe MeRS, et de se coordonner en vue de leurs mises en œuvre. Il s'agit d'élaborer la vision partagée d'aménagement et de développement des activités industrielles du transport de marchandises et de la logistique à l'échelle du territoire constituant l'axe Méditerranée-Rhône-Saône.

Le CCIL a confié la conduite du projet au Partenaire en associant étroitement **Le Port de Toulon** au pilotage. Une prestation d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour élaborer le schéma directeur de façon concerté va être confié à un groupement de bureaux d'étude.

Le Port de Toulon souhaite, parrainer cette prestation d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage (ci-après dénommée le « **Projet** ») qui est décrite en **Annexe 2** du présent Contrat.

Compte tenu de son statut, de sa participation au CCIL, **Le Port de Toulon** est disposé à apporter au Partenaire un soutien financier pour la réalisation de cette étude (ci-après le « **Partenariat** »).

Les Parties se sont donc rapprochées afin de fixer, dans le cadre du présent contrat de Partenariat (ci-après le « **Contrat** »), les modalités de leur collaboration.

IL EST ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Le présent Contrat a pour objet de définir les modalités du Partenariat entre **Le Port de Toulon** et le Partenaire et d'établir les engagements réciproques des Parties, pour la réalisation du Projet « Elaboration du schéma directeur de l'axe Méditerranée Rhône Saône (MeRS) », tel que décrit en Annexe 2.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU PARTENARIAT FINANCIER

Le coût total du Projet est évalué à trois cent soixante-deux mille cent soixante-quinze euros (362 175 € HT).

La clé de répartition du financement de cette étude pour l'ensemble des partenaires du Projet figure en annexe 1.

Une demande de subvention européenne au titre du programme « FEDER » a été portée par le Partenaire est en cours d'instruction afin d'obtenir une aide à hauteur de 30 % du montant total du Projet soit 108 653 € HT. La clé de répartition du financement de l'étude sera alors appliquée sur le montant restant à financer après obtention de cette aide FEDER.

Dès lors deux hypothèses de partenariat financier sont convenues.

2.1 Si cette subvention « FEDER » venait à être accordée au Partenaire, **Le Port de Toulon** s'engage à verser au Partenaire au titre du soutien du Projet et conformément aux termes du présent Contrat :

- Une participation à hauteur de sa clé de répartition **5%** du solde à financer. Celle-ci est estimée à une somme globale et forfaitaire de **12 676€ HT (douze mille six cent soixante et seize euros)**, si l'aide FEDER obtenue de 30% correspond à 108 653€, l'assiette sur laquelle la clé de répartition s'appliquera sera la somme de 253 523€ HT.

2.2 Si cette subvention « FEDER » venait à ne pas être accordée au Partenaire, **Le Port de Toulon** s'engage à verser au Partenaire au titre du soutien du Projet et conformément aux termes du présent Contrat :

- Une participation correspondant à une clé de répartition de **5%** du coût global de l'étude, soit une somme globale et forfaitaire de **18 109€ HT (dix-huit mille cent neuf euros)**

L'une ou l'autre de ces deux hypothèses sera appliquée au titre du présent Contrat selon l'obtention ou le refus de la subvention « FEDER ».

Les modalités de versement de la participation financière :

Un appel de fonds émis par le Partenaire selon le modèle figurant en **Annexe 3** sera adressé au **Port de Toulon** à réception de l'étude et au plus tard trente (30) jours avant la date d'échéance du présent Contrat.

Elle sera réglée en une seule fois et pourra faire l'objet d'un réajustement à la baisse en fonction du coût final de l'étude.

L'appel de fonds devra être accompagné de la remise complète des résultats de l'étude issus du Projet.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

Article 3.1 Obligations du Partenaire

Le Partenaire s'engage à :

- Utiliser et affecter les sommes apportées par **Le Port de Toulon** au soutien du Projet.
- Intégrer sur ses supports de communication en lien avec le Projet, la dénomination sociale, les photographies du **Port de Toulon**, le(s) logotype(s) et les marques (ci-après les « **Signes distinctifs** ») tels que mentionnés en **Annexe 4** du Contrat sur lesquels **Le Port de Toulon** souhaite communiquer en qualité de « partenaire » et à communiquer sur son Partenariat ;
- Traiter **Le Port de Toulon** en véritable partenaire et l'informer rapidement de tout élément qui aurait une incidence sur l'exécution du présent Contrat et/ou qui concernerait l'organisation et le déroulement du présent Partenariat. En cas de difficultés dans la réalisation de son Projet, le Partenaire en fera part au **Port de Toulon** ;
- Informer **Le Port de Toulon**, par email et courrier, dans les quinze (15) jours de la survenance de l'événement considéré, de tout changement notamment organisationnel concernant le Partenaire et en particulier de la cessation du Projet pour quelque motif que ce soit, qui pourrait être notoirement nuisible à l'image et à la réputation du **Port de Toulon** ou à ses intérêts.
- Transmettre, à l'issue du présent Contrat, un rapport détaillé sur le Projet réalisé conformément au présent Contrat matérialisé par les livrables de l'étude produite par le prestataire

Article 3.2 Obligations du Port de Toulon

Le Port de Toulon fera le nécessaire pour effectuer les engagements financiers décrits à l'article 2 du présent Contrat dans les meilleurs délais et sur la base du calendrier prévisionnel proposé et garantissant que son Partenariat s'inscrit dans le respect de l'ensemble de la réglementation et la législation en vigueur.

Le Port de Toulon s'engage également à apporter sa collaboration active dans le cadre de la réalisation du Projet, notamment en donnant accès à ses emprises, selon les modalités décrites à l'article 3.1 et à définir au démarrage de l'étude.

Le Port de Toulon s'engage à participer activement aux diverses réunions de pilotage de l'étude et à mettre à disposition du prestataire retenu les informations permettant la bonne réalisation du schéma directeur de l'axe Mers (cartes du foncier...), pour autant que ces informations soient communicables et que **Le Port de Toulon** les juge nécessaires à la réalisation de l'étude.

Le Port de Toulon s'engage à faciliter le prestataire dans ses démarches pour trouver notamment des lieux mis à disposition gratuitement pour tenir les réunions de concertation sur l'axe Rhône.

Article 3.3 Obligations réciproques des Parties

Sans préjudice des autres obligations prévues dans le présent Contrat, les Parties s'engagent à :

- Coopérer activement en vue de la bonne exécution des présentes et à s'informer de toutes difficultés liées à cette exécution ;
- Participer aux réunions de suivi du Partenariat et du Projet ;
- Respecter les lois et règlements en vigueur à la date de signature du présent Contrat, notamment la réglementation applicable sur la protection des données à caractère personnel et à ne pas porter atteinte aux droits de tiers ou à l'ordre public ;
- Effectuer toutes les formalités notamment administratives, fiscales et/ou sociales et à payer toutes les cotisations, taxes ou impôts de toutes natures qui leur incombent en application des présentes. Chacune des Parties reconnaît en être seule responsable et la responsabilité de l'autre Partie ne pourra en aucun cas être engagée à ce titre ;
- Fournir à l'autre Partie tous documents, ou informations nécessaires à la réalisation de ses obligations au titre du présent Contrat.

ARTICLE 4 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, COMMUNICATION

Article 4.1 Propriété intellectuelle

Chaque Partie est et restera propriétaire de ses droits de propriété intellectuelle sur ses photographies, ses Signes distinctifs et sa dénomination sociale et s'engage à respecter les droits de l'autre Partie.

Chacune des Parties reconnaît en conséquence qu'elle ne bénéficie, au terme du présent Contrat, d'aucun droit de propriété ou d'usage sur la dénomination sociale, les photographies et/ou les Signes distinctifs de l'autre Partie.

Chaque Partie autorise néanmoins l'autre Partie, à titre non exclusif, non transférable, gracieux, pour le monde entier et pour la durée du Contrat, à reproduire et représenter sa dénomination sociale, ses photographies et ses Signes distinctifs tels que figurant en **Annexe 4**, dans le strict respect de chacune de leurs chartes graphiques et des conditions de communication définies à l'article 4.2., ainsi que dans le cadre strict et pour les seuls besoins de l'exécution du présent Contrat, pendant la durée de ce dernier.

Les Parties se garantissent réciproquement la jouissance paisible de leurs dénominations sociales et de leurs Signes distinctifs pour toute la durée du présent Contrat et selon les conditions d'usage définies ci-après.

Postérieurement à la cessation du présent Contrat, chacune des Parties s'engage à ne plus utiliser les dénominations sociales, les photographies et les Signes distinctifs de l'autre Partie, sous quelque forme que ce soit et de quelque manière que ce soit, sans l'accord exprès et préalable de l'autre Partie.

Le Partenaire s'engage à la demande de Le Port de Toulon soit à supprimer, détruire, soit à lui à restituer tout document ou support, et d'une manière générale tout élément quel qu'il soit sur lequel serait représenté ou reproduit, totalement ou partiellement ses photographies et/ou sa dénomination sociale et/ou ses Signes distinctifs.

Article 4.2 Communication

Les Parties s'accordent, à titre non exclusif, non transférable, gracieux, pour le monde entier et pour la durée du Contrat les droits de :

- Utiliser, représenter et reproduire leur dénomination sociale, leurs photographies et leurs Signes distinctifs, en conformité avec l'ensemble des législations et réglementations applicables et sur les supports suivants : dossier de presse et communiqué de presse, flyers, ouvrages édités, site internet et réseaux sociaux « Instagram », « Youtube », « Facebook », « Twitter » ;
- Utiliser, représenter et reproduire leur dénomination sociale, leurs photographies et leurs Signes distinctifs, dans le cadre de leur communication interne et institutionnelle et dans le cadre d'expositions ou d'évènements culturels et artistiques de son choix ouverts ou non au public, ;
- Utiliser, représenter et reproduire leur dénomination sociale, leurs photographies et leurs Signes distinctifs, selon une forme, un contenu et un média de nature à ne pas affecter l'image de marque, la notoriété et la réputation de l'autre Partie.

Toute autre exploitation des photographies que celles visées au présent article fera l'objet d'un avenant signé par les Parties.

Il est entendu que les photographies prises directement par une Partie ou un tiers mandaté par ladite Partie pourront être diffusées par l'autre Partie pour la promotion du Partenariat entre elles.

Chaque Partie s'engage à reproduire les Signes distinctifs de l'autre Partie de façon claire et visible, sans altération ni modification, c'est-à-dire dans le strict respect des libellés, proportions, graphisme et couleurs, tels que prévus à l'**Annexe 4** du présent Contrat.

Sauf autorisation écrite et préalable des Parties, les photographies et/ou les Signes distinctifs ne pourront être reproduits, en association avec une marque, un produit ou un logo autre que celui des Parties.

Chaque Partie s'engage à transmettre à l'autre Partie préalablement à toute fabrication et distribution, l'ensemble des maquettes, dossiers ou illustrations faisant l'objet d'une reproduction de la dénomination sociale, des photographies et des Signes distinctifs de celle-ci. Cette communication interviendra dans un délai de quinze (15) jours ouvrés pour permettre à l'autre Partie d'examiner les éléments concernés, faire ses observations et demander, le cas échéant, toute modification qui lui paraîtrait nécessaire.

Indépendamment de l'autorisation consentie par les Parties dans les termes qui précèdent, les Parties s'engagent expressément à recueillir l'accord préalable de l'autre Partie avant toute communication sur le soutien au Projet conduit par le Partenaire.

Les droits et obligations afférents à la communication seront valables pendant et jusqu'à deux (2) ans après le terme du présent Contrat.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à conserver une stricte confidentialité concernant les informations financières, juridiques, techniques ou commerciales, réputées confidentielles, susceptibles d'être

obtenues dans le cadre du présent Contrat, quel qu'en soit le support, qu'elles pourront échanger ou dont elles disposent à l'occasion de son exécution.

Les Parties s'engagent à ne communiquer les informations confidentielles qu'aux membres du personnel ou à leurs conseils extérieurs qui en ont besoin pour l'exécution des présentes. Les Parties s'engagent à s'assurer que l'ensemble de leurs préposés ainsi que les prestataires extérieurs auxquels elles pourraient faire appel dans le cadre du présent Contrat, aient connaissance des présents engagements de confidentialité et de non-divulgence et y adhèrent, chaque Partie se portant fort du respect par ces personnes desdits engagements de confidentialité et de non-divulgence.

Ne sont pas couvertes par les stipulations du présent article les informations publiquement divulguées avant leur obtention et/ou réception par la Partie concernée ou qui le deviendraient postérieurement sans intervention de la part de cette dernière.

Ces engagements de confidentialité et de non-divulgence seront valables pendant et jusqu'à deux (2) ans après le terme du présent Contrat.

ARTICLE 6 : DURÉE, RESILIATION

Article 6.1 Durée

Le présent Contrat est conclu à compter de sa date de signature pour une durée de 3 années.

Il continuera néanmoins à produire ses effets pendant la durée spécifique mentionnée aux articles 4 et 5.

Toute prolongation ou modification du présent Contrat fera l'objet d'un accord exprès entre les Parties, par voie d'avenant.

Article 6.2 Résiliation

A moins que la Partie défaillante n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, en cas d'inexécution par l'une des Parties de ses obligations en vertu du présent Contrat et, à défaut d'y avoir remédié dans les trente (30) jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée, l'autre Partie pourra résilier de plein droit le présent Contrat par lettre recommandée sans autre formalité, judiciaire ou autre.

Cette résiliation ne fera pas échec à une demande de dommages et intérêts en réparation du préjudice éventuellement subi.

Par ailleurs, en cas de résiliation du présent Contrat, le Partenaire devra restituer, à la date de réception de la notification, date effective de la résiliation, le montant des sommes reçues mais non engagées.

Aucun appel de fonds à quelque titre que ce soit, ne pourra être effectué à compter de la date de réception de la notification de résiliation susvisée.

ARTICLE 7 : RELATIONS ENTRE LES PARTIES

Le présent Contrat est conclu *intuitu personae*, en conséquence, il n'est ni cessible, ni transmissible par l'une ou l'autre Partie sauf agrément préalable, exprès et écrit par l'autre Partie.

Il est expressément convenu qu'aucune des Parties ne pourra se réclamer des dispositions du présent Contrat pour revendiquer, en aucune manière, la qualité d'agent, de représentant ou

d'employé de l'autre Partie, ni engager l'autre Partie à l'égard de tiers, au-delà des dispositions des présentes.

Aux termes des présentes, il n'est pas formé de structure juridique particulière entre les Parties, chacune conservant son entière autonomie, ses responsabilités et sa propre clientèle.

Enfin, il est précisé que cette relation n'a pas de caractère exclusif pour **Le Port de Toulon**.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8.1 Election de domicile

Les Parties déclarent élire domicile en leurs sièges respectifs, tels que mentionnés ci-dessus.

En cas de transfert du siège social, la Partie concernée devra en aviser l'autre Partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Article 8.2 Modification

Le présent Contrat et ses annexes constituent l'intégralité du Contrat existant entre les Parties à propos du sujet qui les concerne et remplace tous les accords oraux ou écrits ayant pu exister entre elles.

Toute modification au présent Contrat devra être faite par avenant écrit et signé par les deux Parties.

Article 8.3 Notification

Toute notification en vertu des présentes devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, envoyée à l'adresse de la Partie concernée telle qu'indiquée en tête des présentes ou telle que notifiée par la suite par ladite Partie.

Article 8.4 Preuve

En application de l'article 1366 du Code civil, les fichiers, données, messages et registres informatisés conservés dans les systèmes informatiques de chaque Partie sont admis comme preuve des communications et conventions intervenues entre les Parties, dans la mesure où la Partie dont ils émanent peut-être identifiée et qu'ils sont établis et conservés dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité. La conservation sera présumée, sauf preuve contraire, avoir eu lieu dans des conditions raisonnables de sécurité si les fichiers, messages, données et documents sont enregistrés systématiquement sur un support durable et inaltérable.

Article 8.5 Non renonciation

L'absence ou la renonciation, par une Partie d'exercer ou de faire valoir un droit quelconque que lui conférerait le présent Contrat ne pourra en aucun cas être assimilée à une renonciation à ce droit pour l'avenir, ladite renonciation ne produisant d'effet qu'au titre de l'événement considéré.

Article 8.6 Force majeure

Si à la suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des Parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution du présent Contrat serait suspendue pendant la durée de cette force majeure.

Chaque Partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant ; au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à trois (3) mois, l'autre Partie pourra mettre fin au présent Contrat de plein droit et avec effet immédiat.

Article 8.7 Autonomie du Contrat et divisibilité

Le présent Contrat représente l'intégralité des engagements existant entre les Parties. Il remplace et annule tout engagement oral ou écrit antérieur relatif à l'objet du présent Contrat. De convention expresse entre les Parties, il prévaut sur toutes conditions générales de vente ou d'achat de l'une ou l'autre Partie.

La nullité ou l'inapplicabilité de l'une quelconque des stipulations du présent Contrat n'emportera pas nullité des autres stipulations qui conserveront leur force et leur portée. Les Parties se rapprocheront alors pour arrêter de bonne foi les amendements nécessaires afin que chacune d'elle se trouve dans une situation économique comparable à celle qui aurait résulté de l'application de la clause frappée de nullité.

Article 8.8 Loi applicable et gestion des litiges

Le présent Contrat est soumis au droit français.

Avant toute action judiciaire, les Parties chercheront, de bonne foi, à régler à l'amiable leurs différends relatifs à la validité, l'exécution et à l'interprétation du présent Contrat.

Les Parties devront se réunir afin de confronter leurs points de vue et effectuer toutes constatations utiles pour leur permettre de trouver une solution au conflit qui les oppose.

Les Parties s'efforceront de trouver un accord amiable dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de la notification par l'une d'elle de la nécessité d'un accord amiable, par lettre recommandée avec avis de réception.

Il est également convenu que, nonobstant les stipulations des paragraphes ci-dessus, les Parties conservent la faculté d'agir par devant la juridiction des référés sur le fondement des articles 145, 872 et 873 du code de procédure civile.

En cas d'échec sur le règlement amiable du différend, tout litige pouvant naître à l'occasion de la validité, de l'interprétation ou de l'exécution du présent Contrat sera soumis aux tribunaux français compétents dans le ressort de la cour d'appel de Marseille.

Article 8.9 Responsabilité

Chacune des Parties est responsable, conformément au droit commun, des déclarations et engagements qu'elle fournit dans le cadre du présent Contrat.

Une Partie ne saurait être tenue responsable des éventuelles conséquences juridiques, financières, fiscales ou économiques résultant d'une éventuelle non-conformité des déclarations comptables ou fiscales liées au Présent Contrat et effectuées par l'autre Partie.

Les dommages causés par l'une ou l'autre des Parties sont à la charge de la Partie qui les aura causés dans les conditions prévues par le droit commun applicable.

Article 8.10 Assurances

Le Partenaire s'engage à disposer d'une assurance « responsabilité civile » couvrant ses activités et ses membres ainsi que les dommages causés aux tiers.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A

Et signé le

Le Port de Toulon

Grand Port Maritime de Marseille

Jean-Pierre GIRAN

Hervé MARTEL

Président de la Métropole TOULON
PROVENCE MÉDITERRANÉE,
Autorité portuaire

Président du Directoire

Annexes :

Annexe 1 : PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET

Annexe 2 : DESCRIPTION DU PROJET

Annexe 3 : MODÈLE D'APPEL DE FONDS

Annexe 4 : DESCRIPTION DES SIGNES DISTINCTIFS

ANNEXE 1

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

La clé de répartition du financement de cette étude est déterminée comme suit entre les différents partenaires au projet :

Dans le cas d'une participation du FEDER à hauteur de 0%

LIBELLES	TAUX	MONTANTS HT
MONTANT TOTAL DE L'ETUDE ET ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE		362 175,00 €
PARTICIPATION FEDER	0%	0,00 €
ASSIETTE RESTANTE A COFINANCER		362 175,00 €
GPMM	30%	108 653 €
CNR	30%	108 653 €
VNF	20%	72 435 €
SNCF Réseau	10%	36 218 €
Port de Toulon	5%	18 109 €
Port de Sète	5%	18 109 €
TOTAL COFINANCE	100%	362 175
SOLDE FINAL APRES COFINANCEMENT		0,00 €

Dans le cas d'une participation du FEDER à hauteur de 30% (à titre d'exemple)

LIBELLES	TAUX	MONTANTS HT
MONTANT TOTAL DE L'ETUDE ET ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE		362 175
PARTICIPATION FEDER	30%	108 653
ASSIETTE RESTANTE A COFINANCER		253 523
GPMM	30%	76 057
CNR	30%	76 057
VNF	20%	50 705
SNCF Réseau	10%	25 352
Port de Toulon	5%	12 676
Port de Sète	5%	12 676
TOTAL COFINANCE	100%	253 523
SOLDE FINAL APRES COFINANCEMENT		0

Les sommes versées par le cofinanceurs seront à régler HT

<p style="text-align: center;">ANNEXE 2</p> <p style="text-align: center;">DESCRIPTION DU PROJET</p>
--

TITRE DU PROJET : Elaboration du schéma directeur de l'axe Méditerranée Rhône Saône (MeRS)

ORGANISATEUR DU PROJET : Grand Port Maritime de Marseille

THEMATIQUES DE(S) PROJET(S) : VISION PARTAGEE DU DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT de l'axe Méditerranée-Rhône-Saône

PERIODE DE REALISATION DU (DES) PROJET(S) : DEUXIEME SEMESTRE 2023 A DEUXIEME SEMESTRE 2024

LIEU DE REALISATION DU (DES) PROJET(S) : Le périmètre de l'étude concerne Le périmètre de travail est envisagé dans l'épaisseur du territoire de l'axe MeRS. Le périmètre est constitué :

- Des trois ports de Sète, Marseille-Fos et Toulon comme portes d'entrées privilégiées du corridor, sur la façade maritime,
- De la Vallée du Rhône, dont la métropole de Lyon et ses ramifications vers les principales agglomérations de la région Auvergne Rhône Alpes (AURA) : Grenoble, Saint-Etienne, Roanne, Chambéry, Annecy, Bourg-en Bresse, Clermont-Ferrand, ... ;
- De la Vallée de la Saône jusqu'à Pagny.

OBJECTIFS DU (DES) PROJET(S) :

Le Conseil de coordination interportuaire et logistique (**CCIL**) de l'axe Méditerranée-Rhône-Saône (MeRS) a confié la conduite de l'élaboration du schéma directeur de l'axe au GPMM en y associant en lien étroit CNR, VNF, le Port de Toulon, le Port de Sète et SNCF Réseau.

Une prestation d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour élaborer le schéma directeur de l'axe Méditerranée-Rhône-Saône est confiée à un groupement de bureau d'études. Cette prestation est copilotée par les opérateurs publics : GPMM, CNR, VNF, SNCF Réseau, les autorités portuaires de Sète et Toulon.

Le schéma directeur a pour objectifs d'identifier de façon concertée avec tous les acteurs les opportunités foncières, de définir les besoins (foncier, desserte, énergie), de s'accorder sur les politiques d'investissement et de développement de l'axe MeRS, et de se coordonner en vue de leurs mises en oeuvre. Il s'agit de partager et élaborer la vision partagée d'aménagement et de développement des activités industrielles du transport de marchandises et de la logistique à l'échelle du territoire constituant l'axe Méditerranée-Rhône-Saône.

Le prestataire aura donc pour mission de :

- ⇒ Définir les potentialités de développement par filière stratégique notamment celles citées ci-dessus en visant : la réindustrialisation, la production d'énergie décarbonée et le développement de la logistique massifiée aux horizons court terme, 2030 et 2040 dans l'objectif de produire un document partagé et concerté utile aux territoires, ;

- ⇒ Evaluer et synthétiser les besoins fonciers ainsi que les besoins en dessertes massifiées et le besoin d'accès à l'énergie ;
- ⇒ Identifier, dans l'épaisseur de l'axe (en associant l'ensemble des gestionnaires de foncier économique à proximité des sites étudiés), l'ensemble des opportunités et potentialités foncières existantes pour les filières avec identification du potentiel d'accès à l'énergie et aux modes massifiés en fonction des opportunités des filières stratégiques ;
- ⇒ Croiser ces opportunités et potentialités foncières avec les enjeux économiques, énergétiques, environnementaux (sobriété foncière, enjeux de biodiversité, circulation, fluidité des transports...) et les risques naturels et technologiques ;
- ⇒ Produire une analyse synthétique de ces enjeux et proposer les orientations d'aménagement, la vocation et la fonction des fonciers dans l'épaisseur de l'axe (filières stratégiques, services, dessertes, évitement, préservation, etc...) ;
- ⇒ Définir le niveau optimal des dessertes (fluviale, routière et ferroviaire) et les améliorations éventuelles à apporter afin d'augmenter l'attrait de la façade portuaire et de l'hinterland dans son ensemble ;
- ⇒ Servir de propositions stratégiques des opérateurs publics pour alimenter les documents réglementaires des collectivités (SRADDET, SRDEII, SCoT, PLU...), en particulier de contribution à l'intégration du Zéro Artificialisation Nette dans les SRADDET à modifier ;
- ⇒ Renforcer le processus de coordination et de cohérence du développement, de l'aménagement et des investissements publics portés notamment par les collectivités locales et l'Etat ou les investissements privés portés par d'autres aménageurs.

ANNEXE 3

MODELE D'APPEL DE FONDS

A établir sur papier à en-tête du Partenaire, les originaux sont envoyés par courrier à l'adresse suivante :

La Métropole TOLON PROVENCE MEDITERRANEE, autorité portuaire du Port de Toulon/ La Seyne / Brégaillon, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Une copie est envoyée par voie électronique aux contacts : Alexis VILLEMIN : avillemin@metropoletpm.fr et Virginie MARTINEZ : vmartinez@metropoletpm.fr

APPEL DE FONDS

Selon le Contrat de Partenariat en date du

Objet : Appel de fonds

Suivant l'article 2 du Contrat susvisé, veuillez trouver ci-dessous l'appel de fonds suivant :

LIBELLES	MONTANTS HT	TVA	MONTANTS TTC
SOUTIEN FINANCIER	€€ HT	€€ TVA	€€ TTC
APPEL DE FONDS	€€ HT	€€ TVA	€€ TTC

Le règlement de cet appel est à effectuer par virement bancaire sur le compte suivant :

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N compte	Clé
10071	13000	00001020434	46

IBAN (International Bank Account Number)

FR76	1007	1130	0000	0010	2043	446
------	------	------	------	------	------	-----

Titulaire du compte

ETS GRAND PORT MARITIME
DE MARSEILLE
23 PLACE DE LA JOLIETTE BP 81965
13226 MARSEILLE CEDEX 02 - FRANCE

Domiciliation

TPMARSEILLE

BIC (Bank Identifier Code)

TRPUFRP1

L'ensemble des justificatifs (facture finale du prestataire notamment) afférents au montant de l'appel de fonds sont à joindre au présent document.

Date :

Tampon et signature

ANNEXE 4

DESCRIPTION DES SIGNES DISTINCTIFS

Marques :

Grand Port Maritime de Marseille (GPMM)

Le Port de Toulon

Logos :

